

# ÉLECTION DES SECTIONS DU COMITÉ NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Mandat sept. 2025 – sept. 2029

Collège B1

Section 35 – « Mondes modernes et contemporains »



**Claire Chatelain, Centre Roland Mousnier, Paris, CR H.C, CNRS**

Je me présente aujourd'hui pour défendre l'indépendance, la coopération, la démocratie et les emplois de chacun-e, avec le soutien du syndicat SUD Recherche.

Ces trois données –indépendance et coopération, démocratie, pérennisation des emplois- me paraissent les atouts majeurs d'une recherche inventive et républicaine. Je ne sépare pas ces deux termes, la recherche s'étant structurée peu à peu au long de l'histoire républicaine.

Ses institutions porteuses –CNRS, universités et autres organismes de recherche et d'enseignement– ont fait l'objet de multiples réformes et remises en cause depuis une vingtaine d'années. Le démantèlement du CNRS par découpage entre agences de moyens et instituts au printemps 2008. La mise en place de nouvelles formes d'évaluation (2008), de la LRU et de l'autonomie des universités ; de la mastérisation des concours au printemps 2009. La réforme des programmes de lycée et réduction des enseignements disciplinaires au même moment. La réforme des régimes interprofessionnels de retraite en 2010-2022. L'adoption au forcing de la LPR en 2021, sans que sa trajectoire financière ne soit respectée. Les tentatives d'instauration de keylabs. Autant de sujets importants de mobilisation bien que l'éparpillement des chercheurs en SHS rende souvent difficiles l'action syndicale et la nécessaire réflexion qui doit l'accompagner.

Je bénéficie d'une longue expérience de militante syndicale sur le terrain. Elle s'est forgée durant mon parcours d'enseignement dans le secondaire (20 ans en Seine St Denis et diverses banlieues) et le supérieur (à Créteil et à Reims). Il m'a appris que toutes les formes d'expériences sont « utiles à penser » dans nos disciplines ; qu'il existe plusieurs voies pour mûrir comme chercheur/chercheuse ; qu'il faut préserver et favoriser cette pluralité de parcours ; veiller à maintenir et renforcer la démocratie dans nos procédures pour la rendre possible.

Dans la recherche, cela signifie le souci de renforcer la cohérence des situations professionnelles au quotidien qui permettent un travail de recherche structuré et de longue haleine. Tant en luttant contre la précarisation des postes des jeunes chercheurs/ses comme des personnels techniques et ITA. Cela entraîne le refus de l'assujettissement des individus à des logiques d'émiettement du travail, de mise en compétition et de quête du résultat mirobolant à court terme : par les projets de mise en plate-forme des personnels, par la quête de financements pour les (post-)doctorants mais aussi à l'échelle des institutions, par la politique des EX, labex, ANR, ERC... qui contribuent à diminuer les budgets courants des UMR et démanteler les réseaux de recherche. Lutter contre le travail à la prime (Ripéc), contre la bureaucratisation des évaluations qui aura raison de la clarté des prises de responsabilités institutionnelles et collectives. Elue au CNESER, je contribue à y militer pour les bonnes pratiques. Non au concours perpétuel par la course aux publications, aux contrats et projets chronophages, la rédaction de dossiers d'évaluation en tout genre, dont la surabondance manifeste le caractère artificiel !

Il ne s'agit pourtant pas de boycotter pour boycotter mais de discerner ce qui est réellement porteur de dynamisme et d'ouverture de ce qui comporte un danger pour la recherche et sa diffusion dans la société. Ayant été membre de plusieurs UMR (CRH, IRHIS, CRM), qui supportent le coût des dites politiques, je travaille sur l'histoire sociale de la parenté et de l'écriture des rapports judiciaires à l'époque moderne, des formes d'histoires attentives aux processus et formations sociales, à leurs transformations via la parenté et l'alliance, par le traitement judiciaire des litiges à échelles, les procédures de qualification, d'instruction et de diffusion publique des décisions judiciaires qui contribuent à (ré)instituer le social. Comme « historienne du genre », je suis membre du comité de rédaction de la revue *Genre & Histoire*, qui s'adresse en particulier aux jeunes chercheurs/ses. Je suis insérée dans les réseaux de recherche des pays germaniques. Leur histoire sociale de la parenté et du genre est attentive à ce qui se fait en France, malgré leur « anglo-saxonisation ». L'interdisciplinarité est également au cœur de mes préoccupations de chercheuse, avec ses exigences et ses risques.

Pour ces raisons, j'attache du prix aux questions de mixité dans toutes ses formes dans les diverses instances, jurys et autres structures de la recherche et de l'université.

Comme représentante du Comité national, je me devrais d'être mobilisée pour intervenir sur les conditions de travail, de relations au sein des laboratoires ; le précarat et la cohésion des personnels ; la transparence dans le fonctionnement des laboratoires et des procédures d'évaluation ; le maintien de l'indépendance vis-à-vis des financements privés.

**L'union fait la force, mobilisons-nous pour une recherche non inféodée, une recherche porteuse d'avenir !**



## ÉLECTION DES SECTIONS DU COMITÉ NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Mandat sept.2025 – sept. 2029

Collège B1

Section 35 – « Mondes modernes et  
contemporains »

Avec le soutien de



**Claire Chatelain, Centre Roland Mousnier, Paris, CR H.C, CNRS**

Le Comité national de la recherche scientifique (CoNRS) est un acteur clé sur la carrière des chercheurs et chercheuses : recrutement (jury d'admissibilité de concours), "évaluation", avis sur les avancements, mise en alerte ou même insuffisance professionnelle pouvant conduire au licenciement. Les sections dans leur discipline et le CoNRS dans son ensemble interviennent également par leurs avis sur les projets scientifiques et la prospective, les écoles thématiques, la contractualisation des unités, etc.

On le voit, ces missions ne relèvent malheureusement pas toutes de "l'évaluation-conseil" que nous prônons, la seule qui permette à chacun et chacune d'exercer au mieux ses missions. Pour autant, les sections du comité national étant toujours majoritairement constituées d'élu-e-s, il importe d'y participer pour porter les valeurs que nous partageons et ne pas laisser carte blanche aux tenants de la prétendue "excellence" et autres opportunistes.

Les réformes mises en place ces dernières années ou envisagées par la direction vont toutes à l'encontre du principe d'un service public de recherche. La destruction des collectifs de travail et des statuts, la précarisation toujours plus grande du personnel et des structures en sont partie intégrante. La volonté du PDG de réformer l'organisation du CNRS en instituant des laboratoires « Key-Labs » et en y concentrant les moyens financiers et humains en est l'exemple le plus criant.

Les élu-e-s soutenu-e-s par Sud Recherche au Comité national lutteront pour une recherche publique pérenne :

- En promouvant une évaluation qui apporte un réel soutien à chaque chercheur ou chercheuse, sans faire peser la menace d'une "sanction" : au lieu de refaire le travail des revues en prétendant "juger" la qualité ou la quantité des articles publiés, se rapprocher de chaque collègue pour analyser les difficultés qu'elle ou il peut rencontrer, et chercher ensemble les leviers pour améliorer la situation. En s'attachant à une évaluation qui prenne en compte le contexte d'exercice, l'équipe, l'unité, les moyens, etc ;
- En exigeant la transparence de toutes les étapes des procédures dans lesquelles les sections interviennent, y compris pour tous types de recrutement et de suivi de carrière ;
- En luttant contre la casse des organismes publics de recherche et promouvant une recherche publique ne travaillant que pour l'intérêt général, alimentant le débat public, orientée par l'utilité sociale, et dont le statut garantirait réellement l'indépendance ; une recherche au caractère transversal et interdisciplinaire, productrice de travaux de qualité au service de la société, débarrassée de la logique des profits, marchés et autres brevets : la crise du COVID-19 en a bien montré la nécessité ;
- En luttant contre les effets néfastes de la loi de programmation de la recherche et du financement par projet qui précarisent tant le personnel que les unités, tant les individus que les thématiques, sans même apporter réellement de nouveaux moyens. En refusant aussi la mise en concurrence généralisée, l'exacerbation des ambitions individuelles, à l'opposé de l'esprit de coopération qui devrait être la référence (par exemple avec les Chaires de Professeur-es Junior, dont le contrat des premiers et premières lauréat-es arrivera à échéance lors de cette mandature et qui risquent de freiner les changements de corps des actuels CR) ;
- En dénonçant la précarisation du personnel, en s'exprimant contre tout ce qui y contribue (dont l'Agence Nationale de la Recherche, les Programmes d'Investissement d'Avenir, les IDEX, LABEX et autres machinEX et « pôles d'excellence », qui sont utilisés comme prétextes pour recruter moins de titulaires), en mettant en balance les organisations du travail qui s'appuient largement sur cette précarité alors que d'autres équipes luttent au contraire pour un emploi stable ;
- En luttant contre la précarisation généralisée des emplois ;
- En donnant aux élu-e-s C les moyens de faire entendre la spécificité des contributions des ingénieurs et ingénieures, techniciennes et techniciens dans les unités ; en montrant les effets délétères de leur mutualisation (notamment ces derniers temps au sein des UAR, Unités d'Appui à la Recherche), de la précarisation de leurs emplois et de la multiplicité de leurs statuts (CDD, CDI, titulaires) ; en portant la voix de l'ensemble du personnel, quels qu'en soient les statuts, dans les visites et avis sur les unités, leurs directions... En demandant leur consultation systématique lors de la mise en place de projets qui nécessitent leurs collaborations ;
- En demandant la reconnaissance de toute participation aux activités collectives (participations aux jurys de concours, etc.), comme partie intégrante des missions de l'agent, prises sur son temps de travail, valorisées dans son parcours plutôt que par une rémunération à la tâche ;
- En refusant de participer à l'individualisation des rémunérations et à l'attribution de distinctions : médailles, composante 3 du RIPEC chercheur-e-s, etc.
- En refusant de prendre en compte les "coloriages" de postes et autres artifices par lesquels les directions du CNRS et des instituts imposent leur vision des recrutements ;
- En organisant une coordination entre les élu-e-s du CoNRS et les élu-e-s des Commissions administratives paritaires et des F3SCT (Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail), pour intervenir plus efficacement sur les situations conflictuelles, en réclamant une participation active des sections et des CAP au suivi post-évaluation ;
- En luttant contre les discriminations et les stéréotypes pour ce qui concerne le recrutement et le suivi des carrières ;
- En mettant en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre la parité, en particulier en refusant de se plier aux normes de réussites masculines.

L'engagement des élu-e-s soutenu-e-s par SUD Recherche est garant de l'orientation de leur action. Un engagement ancré dans la société, attentif aux situations de l'ensemble de la société au-delà du microcosme de la recherche, portant l'égalité entre femmes et hommes au premier plan de leur préoccupation, luttant contre toutes les formes de discrimination.

**Pour nous, défendre la recherche publique et son personnel, c'est garder un CNRS pluridisciplinaire, un CNRS non contingent du mercantilisme ambiant et des « arrangements » de quelques « responsables » au service de quelques instituts ou unités « d'élite » !**

**VOTER Sud Recherche, c'est VOTER AUTREMENT et ÊTRE SOLIDAIRES**

Les élu-e-s Sud Recherche s'engagent notamment à respecter les valeurs de notre « Charte des élu-e-s et mandatés » : <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article1722>